

Résumé d'évaluation

Evaluation de l'appui à l'IGP « Ananas Pain de Sucre du Plateau d'Allada-Bénin » (financé dans le cadre de l'appel à projets du PARASEP)

Pays : **Bénin**

Secteur : **Agriculture**

Évaluateur : **GRET**

Date de l'évaluation : **septembre 2022**

Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : CBJ1203

Montant : 300 926 € (197 300 000 CFA)

Taux de décaissement : 100%

Signature de la convention de financement : 3 juillet 2019

Date d'achèvement : 31 mars 2021

Durée : 21 mois



Contexte

L'intervention de l'AFD en faveur de l'Indication Géographique Protégée « Ananas pain de sucre du plateau d'Allada Bénin » a été mise en œuvre dans le cadre de l'appel à projets « contribuant à la compétitivité des filières ananas, aviculture & karité » du PARASEP. Elle a été financée par un fond issu du Programme pour le Renforcement des Capacités Commerciales (PRCC), complémentaire à un programme européen délégué. Elle a été conçue dans le contexte très particulier de la crise sanitaire de l'éthéphon qui a entraîné une baisse brutale des exportations d'ananas du Bénin en 2018. Elle a par ailleurs pris le relais d'un projet financé par la FAO.

Intervenants et mode opératoire

L'appel à projets a été géré pour le Ministère du Plan et du Développement du Bénin (maître d'ouvrage du PARASEP) par la CeMOD (Consortium LINPICO), qui a constitué un comité de sélection ad hoc, avec l'AFD comme membre observateur.

Cette intervention de l'AFD a ainsi pris la forme d'un appui financier direct à l'interprofession de la filière ananas (AIAB) pour la mise en œuvre de leur « projet pour la mise en place d'une indication géographique ananas pain de sucre (IG APS) au Bénin » mené avec l'assistance technique du cabinet de consultance ivoirien DT Consulting & Development Services (DTCS).

Objectifs

Le projet de l'AIAB visait à « améliorer la compétitivité de l'ananas pain de sucre ». Il a été initialement basé sur 4 objectifs spécifiques: (1) Contribuer à la promotion commerciale et marketing de l'IG APS ainsi qu'à sa durabilité sur le marché national et international; (2) Contribuer à la structuration et au renforcement des capacités institutionnelles de l'AIAB et du Groupement Représentatif de l'IGP; (3) Contribuer au renforcement des capacités et à la sensibilisation des acteurs de la filière (OS4) Enregistrer l'IGP. Il a finalement pris le relais d'un projet financé par la FAO et a été recentré sur l'accompagnement du groupement IGP existant (GDIGA), sur la procédure d'enregistrement officiel à partir du cahier des charges de l'IGP, sur la création d'un cluster IGP regroupant producteurs et exportateurs, et sur la mise à disposition d'un centre de conditionnement pour l'export.

Réalisations attendues

- Enregistrement officiel de l'IGP au niveau de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI)
- Augmentation des parts de marché de l'ananas pain de sucre du Bénin
- Augmentation de la qualité de l'ananas exporté

Appréciation de la performance

Points de réussite et d'échec:

L'IGP « Ananas Pain de Sucre du Plateau d'Allada-Bénin » a été officiellement enregistrée par l'OAPI en octobre 2020 grâce aux activités menées dans le cadre du projet. C'est la première IGP du Bénin. Le gouvernement et les acteurs de la filière sont fiers de cette étape.

Le projet n'a pas atteint son objectif principal d'amélioration de la compétitivité de l'ananas pain de sucre avion du Bénin sur le marché européen, aligné sur la politique du gouvernement béninois. Ce résultat décevant peut être relativisé par la jeunesse de cette IGP, et par le caractère très ambitieux de l'objectif relativement à la durée et aux moyens du projet. Il reste beaucoup à faire pour la promotion de cette IGP sur les marchés et le choix d'exclure les produits transformés des bénéfices de l'IGP est aujourd'hui remis en cause.

Les capacités institutionnelles de l'interprofession (AIAB) et du groupement IGP (GDIGA) ont été renforcées mais la légitimité de ces deux organisations est contestée et la gestion fiable de la qualité de l'IGP n'est pas encore opérationnelle.

Le contexte a par ailleurs été marqué par les restrictions liées au covid qui ont ralenti la mise en œuvre du projet et provoqué l'annulation d'activités.

Contributions au Développement Durable:

Le projet a permis de soutenir les efforts d'amélioration de la qualité des acteurs d'une filière d'exportation phare pour le gouvernement béninois. Mais au moment de cette évaluation aucun ananas n'avait encore pu être commercialisé avec le label IGP tandis que 300 producteurs sont enregistrés auprès du groupement, produisant l'ananas IGP dans l'attente de retombées financières.

En termes d'efficacité, les ressources dédiées à l'AT ont été absorbées par un incessant travail de révision des objectifs spécifiques et du plan d'action au détriment de la mise en œuvre des activités. Des outils collectifs pertinents d'amélioration de la qualité commerciale de l'ananas (via le conditionnement en station) et de communication ont été apportés par le projet mais ils ne sont pas encore utilisés par les bénéficiaires.

En termes d'inclusion, le nombre de producteurs bénéficiaires de l'IGP, et donc de l'appui du PARASEP, a été limité : seuls 300 producteurs ont pu s'enregistrer auprès du groupement (50 pour chacune des 6 communes de l'aire géographique de l'IGP) ; les transformateurs ont été exclus – du fait du choix d'interdire l'utilisation de l'IGP pour les produits transformés mentionné dans le cahier des charges ; et seuls deux exportateurs ont été inclus dans le cluster IGP créé dans le cadre du projet. Ce projet n'a pas porté d'attention particulière aux enjeux d'égalité femmes-hommes, mais les femmes sont assez bien représentées au sein du groupement IGP. Le projet n'a pas non plus cherché à préserver la biodiversité, les milieux et les ressources naturelles, or la culture d'ananas est très intensive en intrants chimiques. Aucune stratégie d'adaptation pour faire face aux enjeux de la vulnérabilité climatique n'a été incluse dans le périmètre du projet, dans une zone pourtant vulnérable aux poches de sécheresse. Enfin, le projet n'a pas contribué à développer d'alternatives au transport aérien de l'ananas.

Valeur ajoutée de l'appui AFD

Grâce au plan de coordination demandé par le ministère de l'agriculture béninois, l'appui de l'AFD s'est finalement révélé complémentaire à celui de la FAO. L'appui de l'AFD a permis de finaliser la procédure d'enregistrement officiel de l'IGP auprès de l'OAPI, de renforcer les compétences des acteurs de la filière et de financer une infrastructure clé pour la gestion collective de la qualité des ananas exportés et donc pour la réputation de l'ananas Pain de Sucre du Plateau d'Allada-Bénin.

Conclusions et enseignements

Ce projet, bien aligné sur les stratégies du gouvernement béninois, a pris le relais d'un projet de la FAO pour finaliser le processus d'enregistrement de l'indication géographique protégée « Ananas Pain de Sucre du Plateau d'Allada-Bénin ». Il a permis l'enregistrement effectif de cette IGP au sein de l'espace OAPI mais a pour l'instant très peu contribué aux différentes dimensions du développement durable. Il a par ailleurs révélé plusieurs faiblesses:

- Au niveau de la mise en œuvre du projet, la faible appropriation, leadership et vision du projet IGP par les porteurs du projet; ainsi que leur manque de légitimité dans un contexte de tensions entre les différentes structures de représentation des producteurs.
- Les résultats décevants du projet questionnent également la pertinence des choix techniques faits pour cette IGP, voire le choix de l'outil IGP lui-même, pour répondre à l'enjeu de compétitivité dans le contexte actuel de cette filière.

Ce constat met en exergue le besoin d'affiner constamment des « mini-faisabilités » pour vérifier si les conditions nécessaires au succès d'un projet IGP sont bien remplies, et la valeur ajoutée qu'une telle démarche peut générer (notamment sur le plan commercial), au regard de son caractère exclusif.

Résumé d'évaluation

Evaluation du projet Programme Action - Indications Géographiques (PA-IG)

Pays : **Tunisie**

Secteur : **Agriculture**

Évaluateur : **GRET**

Date de l'évaluation : **septembre 2022**

Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : CTN1139

Montant : 1 M€

Taux de décaissement : 100%

Signature de la convention

de financement : 03 janvier 2012

Date d'achèvement : 31 décembre 2018

Durée : 7 ans



Contexte

Depuis deux décennies, la politique nationale de la République tunisienne a identifié dans les Indications Géographiques un instrument pour la promotion de ses exportations agricoles axées sur la qualité et l'origine. Cependant, en 2012, malgré le fait qu'une loi sur les IG était présente (99-57) ainsi que les premières IG enregistrées, il n'y avait pas d'utilisateurs de ces signes de qualité déjà enregistrés. L'AFD a donc appuyé la démarche de relance des IG à travers le projet PA-IG en attribuant un financement sur les fonds du PRCC en appui au secteur agricole. Le projet était initialement prévu s'étaler sur une période de 3 ans, mais deux avenants ont permis sa prolongation.

Intervenants et mode opératoire

Le Ministère de l'Agriculture (MARHP) a cofinancé le projet en coût de personnel, à hauteur de 200 000 euros. La maîtrise d'ouvrage était confiée au MARHP - Direction Générale de la Production Agricole (DGPA), tandis que l'Assistance Technique au CIRAD. L'Institut de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur Agricoles (IRESA) a accompagné le projet sur le plan scientifique et technique avec 3 Instituts régionaux. Le suivi du projet a été confié à l'agence AFD de Tunis et le CIRAD a été en charge de l'exécution financière et du suivi financier du projet.

Objectifs

L'objectif global était la « promotion des exportations agricoles tunisiennes par la mise en place d'un développement agricole privilégiant la diversité et la qualité des produits de terroirs tunisiens ». Les IG ont donc été utilisées à la fois comme levier pour l'organisation des filières et pour atteindre une valorisation commerciale finale sur des marchés de niche plus rémunérateurs.

Au niveau opérationnel, le PA-IG visait le renforcement des capacités institutionnelles nationales de gestion de la démarche IG, en termes de cadre légal, réflexion et de méthodologie. Au niveau opérationnel, 3 produits phares de l'agriculture tunisienne pour lesquels le pays disposait d'avantages compétitifs, en particulier en vue de l'exportation, ont été sélectionnés pour devenir des IG pilotes : Grenades de Gabès, Dattes Deglet Nour de Nefzaoua et Huile d'olive de Teboursouk.

Réalisations attendues

- Obtention de la reconnaissance internationale (CE) de 2 à 3 produits inscrits sous la forme d'IG ;
- Renforcement des capacités de la DGPA du Ministère de l'Agriculture chargée de gérer les signes de qualité en Tunisie ;
- Capitalisation sur les démarches d'accompagnement des produits pilotes en matière de traçabilité et d'IG afin d'orienter les stratégies d'intervention sur d'autres filières d'exportation.

Appréciation de la performance

Pertinence

L'objectif sous-jacent du projet était de contrôler dans le territoire toutes les étapes de la production du produit sous IG ainsi que la valeur ajoutée issue d'une vente sur les marchés rémunérateurs d'export. Cet objectif est considéré pertinent et adapté aux besoins des filières des régions où les 3 expériences pilotes ont été développées.

Efficacité

Les objectifs spécifiques ont globalement été atteints. Cependant, son objectif général de « promotion des exportations agricoles tunisiennes par la mise en place d'un développement agricole privilégiant la diversité et la qualité des produits de terroirs tunisiens » est seulement très partiellement atteint à présent : les produits enregistrés comme IG n'ont pas atteint les marchés d'export ou ont été seulement commercialisés dans des expériences très ponctuelles.

Efficience

Malgré la nécessité de le prolonger deux fois, le projet est considéré comme très efficient, ayant investi dans des activités aux résultats non tangibles mais néanmoins primordiales : la structuration et la formation des producteurs de base. Les petits investissements dans les équipements d'appui aux filières, identifiés par les bénéficiaires, étaient globalement adéquats. Le montage gestionnaire du projet s'est avéré néanmoins compliqué pour les acteurs institutionnels impliqués.

Impact

L'impact global est considéré bon. Le projet a permis une excellente structuration des acteurs de base, l'enregistrement des IG (niveau national et – partiellement – niveau international) et une forte prise de conscience des acteurs qui a également eu un effet d'entraînement vers des projets postérieurs. Cependant, les IG ne sont pas encore véritablement utilisées, la sensibilisation des consommateurs nationaux est déficitaire et la pénétration sur le marché d'export encore ponctuelle. Les impacts économiques, sociaux ou environnementaux du projet ne peuvent donc être observés.

Durabilité

La durabilité et viabilité du projet paraît garantie par une bonne implication de la DGPA-MARHP dans la poursuite de la stratégie sur les produits de terroir, ainsi que par la motivation des responsables de nombreuses associations de producteurs. En plus, la réussite globale du projet a incité d'autres bailleurs de fonds internationaux à renforcer les acquis du PA-IG. L'absence de phase 2 (dont la demande n'a pas été formulée par le MARHP) est néanmoins considérée comme un bémol en raison des besoins d'appuis post-enregistrement et du risque de perdre la mémoire et spécificité de l'apport AFD dans le domaine.

Valeur ajoutée de l'appui AFD

L'appui institutionnel et opérationnel de l'AFD a permis de relancer la démarche IG en Tunisie, après les premières difficultés de la mise en pratique de la loi 99-57 et lui avoir donné une image positive aux yeux des différents acteurs (institutions nationales, interprofessions, producteurs). Deuxièmement, la structuration de l'activité collective réalisée s'est accompagnée d'un réel renforcement des capacités des bénéficiaires, ayant participé à de nombreuses formations et voyages d'étude et jumelages, jugés comme particulièrement réussis.

Conclusions et enseignements

L'évaluation est globalement positive, à la fois sur la gestion du PA-IG et sur les résultats obtenus trois ans après sa finalisation. Le projet correspond aux stratégies nationales tunisiennes de promotion des exportations axées sur la qualité et les certifications, et d'aide aux régions défavorisées. En même temps, il est cohérent avec la stratégie AFD via le PRCC (programme de renforcement des capacités commerciales) de renforcement des capacités des acteurs publics et privés, et notamment du secteur agricole. Il a permis l'enregistrement effectif des 3 IG pilotes, mais ceci est encore partiellement en cours au niveau international et a pour l'instant très peu contribué aux différentes dimensions du développement durable. Sa faiblesse principale réside dans le soutien limité aux aspects marketing/commercial des 3 produits pilotes.

Cependant, sur la base de sa solidité, le PA-IG a créé un effet d'entraînement, ce qui a fait que d'autres bailleurs de fonds se sont impliqués pour poursuivre la démarche IG en Tunisie.

En considérant qu'il n'y a pas de suite envisagée à ce projet à ce stade ou un autre projet AFD spécifique aux IG en Tunisie, une participation de l'AFD à la stratégie nationale tunisienne pour les produits de terroir est recommandée pour ne pas perdre la spécificité et l'expérience AFD en matière.

Au niveau de la stratégie générale de l'AFD, cette évaluation met en exergue le besoin de revoir globalement l'objectif général de l'export pour les IG, tout en maintenant un objectif commercial sur le plan du marché local, pour mieux prendre en compte les aspects environnementaux et sociaux. Ces aspects doivent également être pris en compte pour l'identification des filières pilotes et mieux intégrés dans les cahiers des charges.

Evaluation summary

Evaluation of the support provided towards the GI « Bolaven coffee »
(Subcomponent of the project 'Reinforcement and Expansion of the Coffee Sector in Laos')

Country : **Laos**

Sector : **Agriculture**

Evaluator : **GRET**

Date of the evaluation : **September 2022**

Key data on AFD's support

Project number : CLA1080.OI.D

Amount : €1.5 million in grants from AFD

Disbursement rate : 100%

Signature of the funding convention : 1 June 2016

Completion date : 31 December 2021

Duration : 53 months from the date of signing the TA Service Contract in August 2017 until the end of the project in December 2021

Context

Coffee is one of the most important agricultural exports of Lao PDR. About 95% of national coffee production is concentrated on the Bolaven Plateau. Although the Lao coffee has a high potential for quality and image on the export markets, its valuation by prices is still very low in the context of a highly volatile international price-taker market.

Coffee from the Bolaven Plateau has received support from AFD for over twenty years through several successive projects. The GI for Bolaven coffee builds upon this long-term intervention to continue structuring the Lao coffee sector and support its progress towards quality production according to standards recognized on the regional and international markets.

Stakeholders and operational procedure

The project was implemented under the responsibility of the Department of Agriculture of the Ministry of Agriculture and Forestry (DoA/MAF).

The Lao Consulting Group (LCG) was recruited in September 2017 to provide technical assistance (TA) in the implementation of the project. International consultants from CIRAD and BioAgriCert carried out missions to provide technical support in relation to the quality control aspects of the GI for the Bolaven coffee.



Objectives

Building upon the previous AFD's projects, the main objective of the RECOSeL project was to continue the structuration of the Lao coffee sector and support its progress towards quality production according to standards recognized on the regional and international markets. The project had many objectives through its 3 components: (i) strengthening the sector's governance framework, in particular through support to the Coffee Board (CNCL) and the implementation of the National Coffee Strategy for 2025; (ii) supporting the emergence of a quality coffee sector in the North of the country; and (iii) supporting the Coffee Producer Cooperative and its ability to consolidate its position on the national and international markets. The registration of the GI for Bolaven coffee aimed to contribute to promoting the recognition of the quality of the Bolaven coffee and support the implementation of the Lao Coffee Sector Development Strategy by 2025 that was adopted in June 2014 (sub-component of component 1).

Expected outcomes

- Registration of a GI for Bolaven coffee
- Increased quality, market image and recognition of the Bolaven coffee
- Higher prices of the Bolaven coffee by developing a niche market and removing it from the highly volatile international price-taker market

Project performance

Consistency

The registration of the GI for the Bolaven coffee is fully consistent with the policies and strategies of the Government of Lao PDR as well as with AFD's strategy for rural development. It is also consistent with the interventions of other donors, especially the Asian Development Bank who funded the PSME-2 project which was implemented by the FAO on other GIs and with whom the LCG conducted joint activities in support of the registration of the GI for the Bolaven coffee, particularly in terms of certification, management, promotion and control of GIs.

Relevance

Since the valuation of the quality of the Bolaven coffee by prices is still generally low at all levels of the sector, it was relevant to consider the GI registration as a way to increase the quality, image, value and ultimately the prices of the Bolaven coffee. However, the extent to which the GI really corresponds to the needs of the producers is questionable. While there is growing interest in the GI among a few actors, the majority of producers do not understand the reason for the GI because there is currently no market for it and because the production standards included in the GI specification are low and do not include quality criteria. In particular, the GI specification do not include organoleptic criteria nor strict rules as to the minimum size of the grains or the defects to be removed. These low standards have resulted in very heterogeneous quality coffee among the GI producers, which is detrimental to the interests of those actors who produce higher-quality coffee. Besides, those actors who are already certified Fair Trade and organic farming do not see the value of an additional certification.

Efficiency

The efficiency of the GI subcomponent of the RECoSEL project is considered as average. On the one hand, the organisation and planning of the activities were delayed due to the difficulties in registering the GI association following the amendment of the Decree no.115/PM on non-profit associations. These difficulties were further exacerbated by the policy measures taken to address the COVID-19 pandemic and by the limited resources allocated for the GI activities, which explains the small number of activities. On the other hand, the coordination of exchanges of experiences and joint capacity-building activities with the AnDB/FAO project proved efficient and was consistent with the needs of the beneficiaries.

Impact

The overall impact of the intervention is considered very low. The quality control mechanisms were not a planned activity of the project due to the restrictive measures during the COVID-19 pandemic and the limited budget for the GI sub-component; the GI label is currently not used on the market; and the GI association does not carry out any activity. No negative or positive economic, social or environmental impact can therefore be observed.

Sustainability

The sustainability of the intervention is very low. There has been no activity and no communication since the project ended in December 2021, however activities will continue under the new coffee project CLA1134 "PRCC Coffee North". Besides, the GI association does not carry out any activity due to the lack of human and financial resources as there is no dedicated qualified coordinator and no budget. Economic sustainability is also uncertain as there is currently no market for the GI-labelled Bolaven coffee. Adding to this, there is very low awareness about the GI concept among all types of stakeholders at all levels.

AFD's added value

The AFD has a clear added value because of its long-term investment in the Bolaven coffee sector. In addition to having an in-depth knowledge of the coffee sector, the AFD has established strong partnerships and long-term trusting relationships with the DoA/MAF and the MOIC, two main partners for GI development in Lao PDR.

#MondeEnCommun

Conclusions and lessons learned

The RECoSEL project has successfully managed to register the GI for Bolaven coffee in September 2020. These results are the outcomes of more than 20 years of efforts from AFD to strengthen the coffee sector in Lao PDR including 15 years for developing the GI. However, the GI is not yet operational. Since the registration of the GI, there has been no inclusive collective action dynamic within the GI association who does not carry any activity due to the lack of human and financial resources. No market for the GI-labelled coffee has been identified yet. If there is a good understanding of the GI concept among the development partners and the line ministries (MAF and MOIC), knowledge about the GI is still very low among producers.

These observations stress the need to strengthen the robustness of the intervention logic of GI projects by considering all the activities necessary for the sustainability of GIs, including (i) the establishment of quality control mechanisms; (ii) the organisation and strengthening of the GI association and value chain; (iii) marketing issues, including an economic analysis of the potential GI market; and (iv) activities to raise awareness and promote the GI among all stakeholders. These activities are planned in the new coffee project CLA1134 "PRCC Coffee North". Fully participatory approaches should be adopted to ensure full ownership of the GI

budgets and the allocation of time resources should be adequate.